

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES

EVRY-COURCOURONNES, le 06/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ECOPUR (ex SMF MIGNON et FILS)

4 rue du Saule St Jacques
91540 ORMOY

Références :
Code AIOT : 0006508983

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement ECOPUR (ex SMF MIGNON et FILS) implanté Avenue des Roissy Hauts 91540 ORMOY. L'inspection a été annoncée le 22/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOPUR (ex SMF MIGNON et FILS)
- Avenue des Roissy Hauts 91540 ORMOY
- Code AIOT : 0006508983
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société ECOPUR exploite sur la commune d'OrmoY, une unité de lavage de camions-citernes de produits agroalimentaires ou chimiques, le regroupement de déchets dangereux (huiles, essences, solvants) avant acheminement vers des centres de traitement ou de valorisation et le traitement des eaux hydrocarburées ou des eaux résiduelles produites sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques /...	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 3.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois
3	Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Identification des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 6.1.1 et 6.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Volume des rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois
8	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.5.4	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Rejets des eaux résiduaires dans une station d'épuration collective	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.3.9.1	/	Sans objet
7	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.5.3	/	Sans objet
9	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est maintenu en bon état. Les travaux d'installation de la centrifugeuse ne sont pas finalisé au moment de l'inspection. L'exploitant prévoit la fin de l'ensemble des travaux et la mise en service de cette dernière d'ici la fin de l'année 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⌘ Poussières : 100 mg/Nm³ (concentration), 1 kg/h (flux) ⌘ COV totaux : 110 mg/Nm³ (concentration), 6 kg/h (flux) <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p> <p>Constats : Analyses réalisée par le laboratoire SOCOR AIR le 01/12/21 pour les rejets de l'eolage, Rapport d'essais 21EP588.</p> <p>Le rapport d'essai donne des concentrations exprimées en mgC/m³, l'arrêté préfectoral mentionne quant à lui des concentrations exprimées en mg/Nm³.</p> <p>Non-conformité : L'exploitant doit s'assurer que les résultats d'analyse sont exprimés selon la bonne unité de mesure. Il doit faire parvenir à l'inspection des installations classées les résultats d'analyse des rejets air avec la bonne unité de mesure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a fait installer une centrifugeuse pour lui permettre d'optimiser le conditionnement de ses déchets. Celle-ci n'a pas encore été mise en service au moment de l'inspection. La mise en route est prévue pour la fin de l'année 2022. L'exploitant dispose d'un plan localisé représentant le raccordement de la centrifugeuse sur le réseau, toutefois le plan global des réseaux du site n'a pas encore été mis à jour. Le plan de recollement sera fait au cours du premier trimestre 2023. Il devra le transmettre à l'inspection une fois qu'il sera réalisé ou à défaut le présenter à la prochaine inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

N° 3 : Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.
Constats : Le pompage et curage du séparateur a été effectué le 19/08/22 par l'entreprise SNAVEB. L'exploitant a présenté le bordereau de suivi de déchet correspondant. Un arbre pousse sur un des flanc du bassin de rétention, l'exploitant a prévu son abattage suivi de la reprise de la bêche. Au moment de l'inspection l'abattage n'avait pas pu être réalisé en raison des conditions météorologiques. L'exploitant devra informer l'inspection une fois que les travaux de maintenance auront été réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rejets des eaux résiduaires dans une station d'épuration collective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le traitement des eaux hydrocarburées sur site nécessite 4 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dégrillage manuel • décantation des boues dans 3 bassins successifs • séparation des eaux et des boues hydrocarburées • traitement des eaux à la station, par traitement physico-chimique et biologique <p>Les eaux issues de la décantation des eaux grasses alimentaires sont également traitées dans la station.</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p>Rejet n°1</p> <p>Paramètre Concentration maximale (mg/l) Flux maximal journalier (Kg/j)</p> <p>MES 600 50</p> <p>DCO 2000 200</p> <p>DBO5 800 70</p> <p>Azote NGL (exprimé en N) 150 10</p> <p>Indice hydrocarbures (C10-C40) 10 1,5</p> <p>Fluorures 15 1,5</p> <p>Phosphore total 50 5</p> <p>Composés organiques halogénés 1 0,1</p> <p>Cyanures 0,1 0,01</p> <p>Métaux totaux (1) 10 1</p> <p>Dans le cas d'un lavage de citerne contenant un nouveau produit, l'exploitant vérifie que ce dernier ne figure pas dans la liste de l'article 9.4 du présent arrêté et s'assure par tous les moyens en sa possession (notamment les fiches de données de sécurité) de la compatibilité du produit avec son process et son autorisation de rejet avant de prendre en charge le lavage.</p> <p>Dans le cas d'un lavage de citerne provenant d'une nouvelle famille de déchets, l'exploitant établit une procédure indiquant notamment la durée de prise des échantillons et le suivi et analyses des paramètres ci-dessus. Si le produit n'est pas compatible avec le process et l'autorisation de rejet, le lavage de citerne contenant une nouvelle famille de déchets est interdit.</p> <p>L'exploitant doit être en permanence en mesure de s'assurer de la performance de son installation de traitement des eaux industrielles et ce quelle que soit l'activité du site. Il tient tout particulièrement compte de l'activité de lavage des citernes dont les eaux résiduelles de lavage ne doivent pas nuire à la capacité de dégradation d'hydrocarbures de son installation de traitement des eaux. A cet effet l'exploitant met en place les moyens organisationnels et techniques appropriés.</p> <p>L'inspection des installations classées est informée de tout dysfonctionnement constaté.</p> <p>Constats : Les eaux industrielles rejetées ont été prélevées et analysées par Aqua Mesure et Wessling. L'ensemble des paramètres prescrits par le présent article ont été analysés et repris dans le bilan environnemental.</p> <p>Pour rappel le précédent rapport ne reprenait pas le paramètre « Fluorures » qui avait pourtant été analysé.</p> <p>Les valeurs émises par ces eaux sont conformes pour l'ensemble des paramètres aux valeurs limites d'émission prescrite par le présent article.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Identification des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 6.1.1 et 6.1.2
Thème(s) : Produits chimiques, Identification produits et substances dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site. Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés. Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.
Constats : Lors de la dernière inspection il a été convenu que l'état des stocks des produits dangereux doit être mis à jour mensuellement et non pas annuellement. L'exploitant n'a pas encore adapté la fréquence de mise à jour. Une sonde va être mise en place dans chaque cuve supérieure à 20 m ³ , afin d'avoir un suivi en temps réel de la quantité de produits stockés. L'exploitant doit mettre à jour l'état des stocks de produits dangereux mensuellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Volume des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✕ 100 % de la capacité du plus grand réservoir, ✕ 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✕ dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, ✕ dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>Constats : Avec la mise en place de la centrifugeuse, l'exploitant devait remettre à jour la note de calcul de capacité de rétention.</p> <p>Les travaux et les réaménagements liés à la mise en place de la centrifugeuse n'étant pas finalisés, la note de calcul n'a pas encore été mise à jour.</p> <p>L'exploitant doit la transmettre à l'inspection des installations classée avant la fin du 1er trimestre 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

N° 7 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>Constats : Le contrôle de combustion a été réalisé le 12/07/2022 avec le nettoyage de la chaudière. La vérification de la chaudière a été réalisée le 07/02/2022 par Bureau Veritas, aucun écart n'a été relevé.</p> <p>Les extincteurs ont été contrôlés par l'entreprise CHUBB le 13/05/2022, rapport n°15357098.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 8.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✕ les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ; ✕ l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; ✕ l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; ✕ l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ; ✕ les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour emploi et le stockage de produits incompatibles ; ✕ les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; ✕ les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; ✕ les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1 ; ✕ les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; ✕ la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; ✕ l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>Constats : L'exploitant a mis en place les affichages appropriés sur les zones de dangers (dépotage, stockages de produits et déchets dangereux).</p> <p>La vanne d'obturation en sortie du bassin de rétention n'est pas affichée. L'exploitant doit mettre en place un affichage visible pour identifier la vanne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 10.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au chapitre 2.7) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.
Constats : L'exploitant a transmis en date du 22/08/22 le bilan environnemental pour l'année 2021. Ce dernier reprend tous les éléments prévus par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet